

Le 16 septembre 2022

Mesdames Kathy Price et Georgina Alonso,

Je vous écris en réponse à votre lettre datée du 29 juillet 2022 concernant la demande de clarification sur les principes d'EDC en matière d'influence et de réparation et leur application au projet de barrage Hidroituango en Colombie.

Comme vous le savez, en 2016, EDC a consenti un prêt de 466 millions de dollars canadiens à Empresas Publicas de Medellin (EPM), entreprise qui a affecté une partie de ce prêt à la construction de son projet de barrage Hidroituango. Avant d'accorder le prêt, EDC a procédé à l'évaluation et au contrôle préalable des incidences environnementales et sociales d'EPM, y compris du barrage Hidroituango. Ces étapes font partie intégrante de l'approche adoptée par EDC avant de conclure une transaction et l'aident à déterminer, à évaluer et à gérer les risques et les impacts potentiels ou réels.

Après l'accident de 2018, EDC a communiqué avec EPM pour comprendre comment l'entreprise colombienne répondait à la situation et soutenait les populations touchées. L'entreprise a décidé de rembourser intégralement le montant du prêt à EDC en août 2018. Depuis, la Société n'a pas fait affaire avec EPM.

En novembre 2019, des membres de la haute direction d'EDC ont rencontré des représentants de plusieurs organisations de la société civile (Rios Vivos, Amnistie internationale Canada, Above Ground et Peacebuilders International) pour discuter de la situation en Colombie et connaître leurs préoccupations. Nous avons aussi été troublés d'apprendre que la sécurité de Mme Zuleta, du mouvement Rios Vivos, suscite des inquiétudes. Mme Zuleta a décrit certaines des complexités de l'environnement dans lequel vivent les communautés qu'elle représente, et nous a fait part de ses préoccupations au sujet du projet Hidroituango en cours actuellement en Colombie.

De tels dialogues guident l'évolution de l'approche d'EDC concernant les droits de la personne. Même si nos évaluations et contrôles préliminaires des risques environnementaux et sociaux indiquaient que les systèmes en place étaient suffisants, notre expérience avec ce client a fait ressortir l'importance des contrôles préalables non seulement en amont et en aval de la transaction, mais aussi dans le cadre de la gestion des relations avec la clientèle.

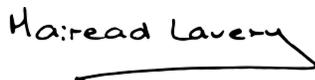
Les retombées humaines des activités auxquelles nous prenons part ont toujours été une question importante pour EDC. Nous avons apporté des changements importants à nos politiques et pratiques en ce qui concerne notre processus de contrôle préalable et nos transactions. En mai 2019, EDC est devenue la première institution bancaire commerciale au pays à se doter d'une politique sur les droits de la personne s'inscrivant dans les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (Principes directeurs de l'ONU). Conformément à cette politique, nous nous sommes engagés à utiliser les outils à notre disposition pour influencer les actions de nos clients, afin de prévenir et d'atténuer les risques et les impacts sur les droits de la personne auxquels EDC pourrait être liée par ses relations avec ses clients.

Elle reconnaît également que, conformément à l'évolution des pratiques exemplaires, dans la plupart des cas, le rôle et la responsabilité d'EDC dans la mise en place de mesures de réparation consisteront à utiliser son influence pour encourager les parties responsables, comme ses clients, à fournir des formes appropriées de mesures correctives lorsque des incidents se produisent.

En décembre 2020, le Conseil d'administration d'EDC a approuvé nos principes en matière d'influence et de réparation. Au début de l'année, EDC a lancé une série d'outils qui traduisent ces principes dans la pratique et les intègrent dans nos processus de contrôle préalable en matière de transactions, de gestion des relations avec les clients et de prise de décision. Avec le lancement de ces outils, nous avons maintenant commencé à mettre en œuvre nos engagements en matière de politique d'influence et de réparation. Toutefois, il est à noter que ces outils n'ont pas été appliqués rétrospectivement aux transactions passées.

En tant que présidente et chef de la direction, je tiens à réitérer l'engagement et le soutien d'EDC en faveur du respect des droits de la personne. Alors que des pratiques exemplaires ne cessent d'émerger et d'évoluer, nous continuons à améliorer notre compréhension des moyens de déterminer, de renforcer et d'exercer notre influence lorsque des circonstances défavorables surviennent, ainsi que notre rôle et notre responsabilité dans la mise en place de mesures de réparation. Enfin, nous sommes ouverts à un dialogue constructif avec toutes les parties prenantes sur la manière dont nous pouvons continuer à améliorer nos pratiques. J'ai mis en copie Justine Hendricks, première vice-présidente et chef du développement durable à EDC. Son équipe et elle se feront un plaisir d'organiser une réunion de suivi avec vous.

Salutations distinguées,

A handwritten signature in black ink that reads 'Mairead Lavery' with a long horizontal line extending to the right.

Mairead Lavery
Présidente et chef de la direction

CC :

L'honorable Mary Ng, ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique
Martine Irman, présidente du Conseil d'administration d'EDC
Justine Hendricks, première vice-présidente et chef du développement durable, EDC
Todd Winterhalt, premier vice-président, Communications, marketing et stratégie d'entreprise, EDC